

L'éducation des filles : cruciale pour le développement mondial

Partage international n° 188 - Avril 2004

Ainsi que l'indique l'Unicef dans son dernier rapport annuel *La situation des enfants dans le monde 2004**, des millions de filles se voient refuser l'accès à l'école chaque année, ce qui entraîne de graves conséquences pour les nations.

Les efforts pour le développement international sont beaucoup trop timides en ce qui concerne l'amélioration du sort des filles, les laissant par centaines de millions sans éducation et incapables de contribuer à tout changement positif, tant pour elles-mêmes que pour leurs enfants et leurs communautés.

Si l'on ne met pas en place une politique d'accélération de la scolarisation des filles dans les deux prochaines années, les efforts pour réduire la pauvreté et améliorer la condition humaine resteront nuls. L'élimination des barrières qui s'opposent à cette scolarisation serait bénéfique aux enfants des deux sexes, ainsi qu'à leurs pays.

Le réajustement des stratégies de développement pour scolariser durablement les filles donnerait une impulsion puissante et décisive au *Programme 2015*, connu aussi sous le nom de *Objectifs de développement pour le millénaire*. L'ensemble des objectifs fixés à l'occasion du millénaire doit être réalisé pour l'année 2015, mais l'objectif visant à scolariser l'ensemble des enfants de la planète, a été ramené à 2005.

« Il est évident que, dans de trop nombreux pays, les efforts en faveur du développement dans le monde n'ont pas été suffisants concernant la scolarisation des filles, déclare Carol Bellamy, auteur du rapport et directrice de l'Unicef. Nous devons en rechercher la cause et les conséquences. Les conclusions de ce rapport sont claires : la discrimination sexuelle entrave les efforts de développement et viole le droit fondamental de chaque enfant à recevoir une éducation de qualité. »

Les taux d'analphabétisme sont bien plus élevés chez les femmes que chez les hommes, et chaque année, l'exclusion scolaire frappe neuf millions de plus de

filles que de garçons - chiffres qui ont des implications à long terme non seulement pour les filles et les femmes, mais aussi pour leurs enfants et leurs familles.

« Nous n'aurons aucune chance de réduire substantiellement la pauvreté, la mortalité infantile, le sida et autres maladies si nous ne faisons pas en sorte d'assurer à tous les garçons et à toutes les filles l'exercice de leur droit à une éducation de base, déclare Carol Bellamy. Dans la vie de tous les jours, ce sont les connaissances qui font la différence d'une manière décisive. »

Le rapport montre de façon convaincante que permettre aux filles de recevoir un enseignement de qualité améliorerait d'autres indicateurs de bien-être. Il indique, par exemple, que les pays dont le nombre de lycéennes est le plus bas sont aussi, pour la plupart, ceux qui connaissent le plus fort taux de mortalité infantile - taux qui peut toucher plus de 15% des enfants de moins de cinq ans.

Pourquoi c'est important

Le rapport montre que les filles qui se sont vu interdire l'école sont plus fragiles devant la pauvreté, la faim, la violence et les mauvais traitements, sont plus facilement victimes d'exploitations et de trafics de tous ordres. Elles ont plus de chances de connaître une mort précoce et de contracter des maladies, dont le sida.

En effet, selon le rapport, l'impact positif qu'aurait l'éducation des filles serait tout aussi spectaculaire : les mères instruites ont plus de chances d'avoir des enfants en bonne santé et de leur assurer, garçons ou filles, un cursus scolaire complet.

« L'absence d'éducation, chez un individu, non seulement limite son propre potentiel, mais réduit, pour ses futurs enfants, l'espoir de connaître un jour une vie qui ne soit pas une vie d'extrême pauvreté et de souffrances de toutes sortes, ajoute C. Bellamy. C'est pourquoi l'Unicef considère que cette question doit être au centre de la mobilisation mondiale pour le développement. Par l'éducation, on empêche le gaspillage d'un vaste potentiel humain. »

Le rapport de l'Unicef *La situation des enfants dans le monde* illustre par de nombreux exemples que la

suppression des obstacles à la scolarisation des filles bénéficie également aux garçons. Parmi ces obstacles, il y a l'éloignement de l'école, l'insalubrité de l'eau et l'absence de toilettes séparées, ainsi que le climat de violence potentielle dans lequel peuvent baigner certains établissements.

« Il ne s'agit pas de remplacer les garçons par des filles, souligne C. Bellamy, mais d'aborder un facteur essentiel du développement avec plus de sensibilité, d'intelligence et de sens de la stratégie qu'on ne l'a fait jusque ici. Tout ce qui contribue à scolariser durablement plus de filles, concourt à améliorer cette école, et contribue ainsi au développement global. »

Les causes de notre échec

Si l'approche classique visant à instaurer une éducation pour tous a tourné court, c'est parce qu'elle était fondée sur l'idée que des efforts globaux et indifférenciés pour étendre la scolarisation bénéficieraient à tous les enfants également, idée qui ne prenait pas en compte, du moins suffisamment, le fait que des barrières spécifiques se dressent devant les filles. Même si les taux de scolarisation s'améliorent progressivement et régulièrement du point de vue de la parité, les filles, comme on l'a vu, sont encore neuf millions de plus que les garçons à ne pas avoir accès à l'école - sans parler du fait qu'une fois inscrites, elles tendent aussi à la quitter plus tôt : *« La discrimination sexuelle persistante et souvent subtile qui caractérise nombre de sociétés fait que ce sont les filles qui sont sacrifiées en premier - qu'elles sont les dernières inscrites et les premières retirées de l'école quand la famille connaît des difficultés, note le rapport. C'est pourquoi il faut ranger l'éducation parmi les droits de l'homme, et non plus la considérer comme un privilège ou comme le résultat automatique du progrès économique. Quand l'éducation est considérée comme un droit, les gouvernements sont obligés de mobiliser les ressources nécessaires pour que tous les enfants puissent suivre un cursus scolaire de qualité. Ainsi les parents sont-ils davantage à même de sanctionner leurs dirigeants s'ils manquent à ce devoir. »*

Ce qui doit changer

Le rapport propose un programme d'action précis, et appelle les agences spécialisées dans le développement, les gouvernements, les familles et les communautés à concentrer et intensifier leurs efforts face aux obstacles qui barrent la route de l'école aux filles. Il appelle avant tout, et essentiellement, à modifier radicalement la façon d'aborder la question du développement.

Parmi les mesures présentées, citons :

- prise de conscience, dans chaque pays, du fait que les filles ont droit à l'éducation autant que les garçons ;
- intégration de l'éducation dans les plans de développement, notamment dans les mesures visant à réduire la pauvreté ;
- gratuité totale de l'école, y compris des livres et des fournitures scolaires ;
- augmentation des budgets nationaux de l'enseignement.

Le rapport a constaté que, à quelques exceptions près, les pays industrialisés et les institutions financières internationales n'ont pas tenu leurs promesses quant à leur aide à l'éducation.

« En dépit des promesses faites en 1990 par les pays donateurs d'accroître leur aide à l'éducation et de leur engagement pris en 1996 d'assurer un enseignement primaire universel d'ici 2015, l'aide aux pays en voie de développement a baissé durant les années 1990, baisse plus importante encore quand il s'agit des accords bilatéraux. »

La région la plus touchée est la région subsaharienne, où le nombre des filles exclues de l'éducation est passé de 20 millions en 1990 à 24 millions en 2002 (83% de l'ensemble des filles non scolarisées sur la planète vivent en Afrique subsaharienne, en Asie du sud-est et dans le Pacifique.)

Pourquoi il est urgent d'agir

Parmi les *Objectifs de développement pour le millénaire*, le premier à venir à échéance (c'est-à-dire en 2005) est donc celui de la parité entre garçons et filles dans l'éducation. Pour l'Unicef, il est encore possible de faire un pas important en direction de ce but, pour peu que l'on mette en place une stratégie d'accélération des efforts nationaux et du soutien international.

En 2002, l'Unicef a lancé la campagne *25 d'ici 2015* - qui vise à aider 25 des pays où le fossé entre filles et garçons est le plus large et le taux de scolarisation le plus bas, à éliminer les obstacles qui ferment la porte des écoles aux enfants des deux sexes. Le rapport ausculte en détail les progrès de cette campagne, en examinant à partir de nombreux cas concrets ce qui marche et pourquoi.

« Donner le même accès à l'éducation aux filles qu'aux garçons n'est pas un investissement facultatif,

déclare C. Bellamy. *Il n'est pas un seul des pays riches qui ne se soit développé sans avoir massivement investi dans l'éducation. C'est une leçon que nous devons garder à l'esprit si nous avons réellement l'intention de changer notre monde. C'est un test et les résultats auront des conséquences majeures et durables.* »

Pour elle, la technologie peut aider les enfants, mais elle ne remplacera ni l'alphabétisation ni les apprentissages fondamentaux. *« S'il est étonnant de voir les progrès réalisés par la technologie de l'information et la place prise par cette technologie ces 25 dernières années, il est non moins surprenant de constater que chaque année, plus de 121 millions d'enfants n'entrent jamais dans une salle de classe. Toute la technologie du monde ne saurait remplacer ce que ces enfants perdent. Cela montre tout simplement que lorsqu'il s'agit d'assurer à chaque enfant une éducation de base de qualité, il n'est pas besoin d'une révolution, mais simplement de prendre*

ses responsabilités. »

* Disponible en français sur le site de l'Unicef.

Sources : Unicef

Thématiques : [Société](#), [femmes](#), [politique](#), [Économie](#), [éducation](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)